

Pau, le 17 mai 2023

ARRETE N° AP-2023-0225

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.412-28 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu l'arrêté municipal en date du 25 octobre 2001 réglementant la circulation des véhicules de plus de 1,5 tonne de P.T.A.C sur les parkings de la résidence Nandina Park ;
Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;
Considérant qu'il convient de prendre un nouvel arrêté ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics de réglementer la circulation des véhicules sur les parkings de la résidence Nandina Park situé à l'angle de l'avenue de Saragosse et de la rue Jules Verne ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal en date du 25 octobre 2001 qui réglementait la circulation des véhicules de plus de 1,5 tonne de P.T.A.C sur les parkings de la résidence Nandina Park est abrogé.

ARTICLE 2 – La circulation des véhicules de plus de 1,5 T de P.T.A.C est interdite sur les parkings de la résidence Nandina Park situé à l'angle de l'avenue de Saragosse et de la rue Jules Verne.

ARTICLE 3 – Les dispositions du présent arrêté sont applicable à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

ARTICLE 4 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 6 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

0 7 JUIN 2023


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire